

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2012 — 1117

[C - 2012/29169]

23 MARS 2012. — Décret réorganisant les études du secteur de la santé (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — DispositifCHAPITRE I^{er}. — Etudes organisées à l'universitéSection 1^{re}. — Notion de secteur d'études

Article 1^{er}. Dans l'article 6, § 1^{er}, du décret du 31 mars 2004 définissant l'enseignement supérieur, favorisant son intégration dans l'espace européen de l'enseignement supérieur et refinançant les universités, entre les définitions de « 32^o Quadrimestre » et celle de « 33^o Type », il est inséré la définition suivante :

« 32^o /1 Secteur : Ensemble regroupant plusieurs domaines d'études. »

Art. 2. Dans le décret du 31 mars 2004 précité, il est inséré un article 31bis rédigé comme suit.

« Article 31bis. Les domaines d'études sont répartis en trois secteurs de la façon suivante.

1^o Les sciences humaines et sociales : les domaines 1^o à 4^o, 6^o à 11^o et 20^o;

2^o La santé : les domaines 12^o à 16^o;

3^o Les sciences et techniques : les domaines 5^o et 17^o à 19^o. »

Art. 3. A l'article 38, § 2, alinéa 4, du décret du 31 mars 2004 précité, le tableau est complété comme suit :

Grades académiques non universitaires	Grades académiques universitaires
Bachelier en kinésithérapie	Bachelier en kinésithérapie et réadaptation
Master en kinésithérapie	Master en kinésithérapie et réadaptation

Art. 4. L'article 27, § 7, alinéa 1^{er}, 1^o, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, est complété par la phrase suivante :

« Pour l'application de cette disposition, les années d'études menant à des grades académiques correspondants au sens de l'article 38, § 2, de ce même décret sont considérées comme appartenant au même cursus; »

Section 2. — Organisation et accès aux études

Art. 5. A l'article 16, § 3, du décret du 31 mars 2004 précité, le 2^o est remplacé par la disposition suivante :

« 2^o soit aux grades académiques de médecin ou de médecin vétérinaire, qui sanctionnent 180 crédits qui peuvent être acquis en trois années d'études au moins; pour toutes les autres dispositions, ces grades académiques sont assimilés à celui de master. »

Art. 6. Dans le décret du 31 mars 2004 précité, il est inséré un article 50bis rédigé comme suit :

« Article 50bis. § 1^{er}. A partir de l'année académique 2013-2014, ont seuls accès aux études de premier cycle du domaine 12^o « sciences médicales », tel que défini à l'article 31, en vue de l'obtention du grade qui les sanctionne, les étudiants qui satisfont aux conditions générales d'accès aux études de premier cycle visées à l'article 49 et qui justifient d'une attestation de participation effective à un test d'orientation du secteur de la santé.

Ce test est organisé sous forme d'épreuve écrite. Par participation effective à ce test, on entend avoir présenté l'ensemble de l'épreuve et obtenu un résultat supérieur à celui correspondant à l'absence de toute réponse.

Ce test, identique et simultané dans toutes les institutions universitaires, est organisé collégalement chaque année, une première fois durant la première quinzaine de juillet et une seconde fois durant la première quinzaine de septembre, par les institutions universitaires habilitées à organiser et organisant des études de premier cycle en sciences médicales; elles sont tenues de participer à l'organisation et à l'évaluation du test, aux conditions fixées par le Gouvernement. Cette épreuve est accessible à tout candidat en situation de pouvoir satisfaire pleinement aux conditions générales visées à l'article 49 avant le début de l'année académique.

Le test vise à évaluer les aptitudes spécifiques et les compétences pré-requises pour entreprendre des études supérieures du secteur de la santé. Il porte sur les matières suivantes :

1^o Connaissance et compréhension des matières scientifiques.

a) Biologie;

b) Chimie;

c) Physique;

d) Mathématiques.

2^o Communication et analyse critique de l'information.

a) Communication écrite;

b) Analyse, synthèse et argumentation;

c) Connaissance des langues française et anglaise.

A l'exception de l'évaluation de la connaissance des langues, l'usage d'un dictionnaire français ou bilingue est autorisé. Le Gouvernement arrête le programme détaillé du test.

Chaque participant reçoit personnellement les résultats de son test. Les résultats du test ne peuvent faire l'objet d'une diffusion ou d'une communication publique qui permettrait d'inférer l'identité ou les qualités des candidats.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, ont également accès aux études de premier cycle du domaine 12° « sciences médicales », les étudiants ayant réussi au moins une année d'études de premier cycle du secteur de la santé dans une université de la Communauté française reprise à l'article 10 ou une année d'études correspondante au sens de l'article 38, § 2, ou d'une université de la Communauté flamande dès lors que ces études mènent à la délivrance de grades académiques similaires.

Toutefois, les étudiants visés à l'article 27, § 7, de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, ou qui étaient déjà visés par ces mêmes dispositions lors de l'année d'études réussie ne sont pas admissibles aux études de premier cycle en sciences médicales. »

Art. 7. A l'article 63 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 3, le dernier alinéa est abrogé;

2° Au § 4, l'alinéa 3 est remplacé par un alinéa rédigé comme suit :

« En particulier, le programme des études de premier cycle du secteur de la santé comporte nécessairement des enseignements destinés à former les étudiants à l'approche transversale des matières, aux questions de santé publique et aux savoir-faire transdisciplinaires. »

Art. 8. Dans l'article 27, § 7, de la loi du 27 juillet 1971 précitée, sont apportées les modifications suivantes :

1° à l'alinéa 1^{er}, 3°, les mots « à l'exception de l'enseignement supérieur non universitaire » sont supprimés;

2° à l'alinéa 1^{er}, 3^oter, les mots « en sciences vétérinaires » sont remplacés par les mots « dans tout enseignement supérieur » et les mots « dans cette même discipline » sont remplacés par les mots « dans un cursus du même secteur ».

Art. 9. L'article 28, 1^{er} alinéa, 3°, de la loi du 27 juillet 1971 précitée est complété des mots suivants : « et les études menant à un grade de master complémentaire du domaine 12° de ce même article organisées en application de l'article 18, § 1^{er}, 1°, de ce même décret ».

Section 3. — Réorientation

Art. 10. L'article 84 du décret du 31 mars 2004 précité est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Pour les étudiants de première année des études visées à l'article 50bis, la participation effective, au sens de ce même article, aux épreuves de fin de premier quadrimestre est une condition d'admission aux épreuves de fin d'année. A ces étudiants en situation d'échec grave - c'est-à-dire dont la moyenne au sens des articles 23, 3^e alinéa, et 77, 2^e alinéa, est inférieure à 10/20 - le jury formule des recommandations qui peuvent être :

1° un programme d'activités complémentaires de remédiation au cours du 2^e quadrimestre, tel que visé notamment à l'article 83, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, qui feront partie de son évaluation de fin d'année;

2° l'étalement de l'année d'études via le programme de remédiation visé à l'article 85, § 3, aux conditions prévues par celui-ci;

3° ou la réorientation vers d'autres programmes d'études du secteur de la santé, à l'université ou dans une haute école.

Ces recommandations font l'objet d'un programme d'études personnalisé; le jury, ou toute personne mandatée par lui à cet effet, entend l'étudiant concerné qui en fait explicitement la demande dans les dix jours ouvrables, s'il ne peut accepter la proposition. A défaut d'accord sur un programme d'études négocié et accepté par l'étudiant et le jury, et sur présentation du rapport écrit de l'entretien, le jury peut imposer un programme tel que prévu au 1° ci-dessus ou, pour les étudiants dont la moyenne au sens des articles 23, 3^e alinéa, et 77, 2^e alinéa, est inférieure à 8/20, l'étalement tel que prévu au 2° ci-dessus. A cette fin, les universités concernées élaborent un règlement unique des jurys, soumis à l'approbation du Gouvernement. »

Art. 11. L'article 47, § 1^{er}, du décret du 31 mars 2004 précité, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les étudiants régulièrement inscrits à une première année d'études visées à l'article 50bis et ayant effectué le versement intégral des droits d'inscription avant le 1^{er} février peuvent, après participation effective aux épreuves de fin de premier quadrimestre, modifier leur inscription jusqu'au 15 février, sans frais ni droit supplémentaire, afin de poursuivre au sein de leur université des études du même secteur non visées à l'article 50bis. »

Section 4. — Aide à la réussite

Art. 12. Dans le Titre III, Chapitre V, du décret du 31 mars 2004, il est inséré un article 85bis rédigé comme suit :

« Article 85bis. Outre les activités prévues notamment à l'article 83, § 1^{er}, les académies universitaires peuvent coorganiser, sous la coordination de leurs centres de didactique supérieure, des activités de préparation aux études supérieures. Elles peuvent conclure des conventions de collaboration à ce propos avec d'autres établissements d'enseignement supérieur, des établissements de promotion sociale ou des établissements d'enseignement secondaire organisés, subventionnés ou reconnus en Communauté française.

Lorsque les conditions légales d'accès aux études de premier cycle prévoient un examen, une épreuve, un test d'orientation ou un concours d'admission, les académies universitaires sont tenues d'organiser des activités préparatoires au sens de cet article. Dans ce cas, et sur base d'une demande motivée conjointe des institutions, approuvée et transmise par le CIUF, le Gouvernement peut leur allouer des moyens supplémentaires à cet effet et déterminer, s'il y échet, les modalités minimales auxquelles doivent satisfaire ces activités pour bénéficier de ces moyens. »

Art. 13. L'article 83, § 1^{er}, du décret du 31 mars 2004 précité est complété par l'alinéa suivant :

« Aux conditions fixées par les autorités académiques, la participation active d'un étudiant de première génération aux activités visées au 2° peut être valorisée par le jury au cours du cycle d'études, si elle a également fait l'objet d'une évaluation spécifique au sens de l'article 75; cette valorisation ne peut dépasser 5 crédits. Par dérogation à l'article 76, cette épreuve éventuelle n'est organisée qu'une seule fois pendant le quadrimestre durant lequel ces activités se sont déroulées. »

Art. 14. Dans la loi du 27 juillet 1971 précitée, il est inséré un article *36quater/1* rédigé comme suit :

« Article *36quater/1*. Une allocation complémentaire d'un montant de 2.537.016 euros est répartie entre les académies universitaires en vue de promouvoir les activités d'aide à la réussite et de préparation aux études supérieures du secteur de la santé, prévues notamment aux articles 83, § 1^{er} et *85bis* du décret du 31 mars 2004 précité. Elle peut être affectée à toute dépense de personnel, de fonctionnement ou d'infrastructures destinée aux activités d'enseignement de ce secteur, ainsi qu'aux charges d'emprunts contractés par les académies ou les institutions universitaires à cet effet.

Cette allocation est répartie au prorata du nombre d'étudiants de première génération, au sens de l'article 83, § 2, du décret du 31 mars 2004 précité, des études du secteur de la santé.

Chaque année, avant le 1^{er} novembre, le CIUF transmet au Gouvernement un rapport sur l'usage de cette allocation au cours de l'année académique précédente. Le Gouvernement procède annuellement à une évaluation de ces mesures.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} est indexé selon la formule prévue à l'article 29, § 4. »

CHAPITRE II. — *Etudes organisées en haute école*

Section 1^{re}. — Notion de secteur d'études

Art. 15. Dans le décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, il est inséré un article *12bis* rédigé comme suit :

« Article *12bis*. A des fins de coorganisation d'études, ces catégories sont réparties en trois secteurs de la façon suivante :

1° Les sciences humaines et sociales : les catégories 2°, 3°, 5°, 6° et 8°;

2° La santé : la catégorie 4°;

3° Les sciences et techniques : les catégories 1° et 7°. »

Section 2. — Accès aux études

Art. 16. L'article 26, § 1^{er}, du décret du 5 août 1995 précité est complété de l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, tout étudiant de première génération, au sens de l'article 83, § 2, du décret du 31 mars 2004, inscrit aux études du domaine des sciences médicales dans une université et y ayant versé l'intégralité des droits d'inscription conformément à l'article 45, § 1^{er}, de ce même décret, peut s'inscrire en première année d'études du secteur de la santé jusqu'à la date du 1^{er} mars, sans frais, ni minerval, ni droits complémentaires. Pour les étudiants pris en compte pour le financement au sens de l'article 27 de la loi du 27 juillet 1971 sur le financement et le contrôle des institutions universitaires, l'université rétrocède à la haute école la moitié de ce que celle-ci aurait perçu en vertu des articles 15 à 19 du décret du 9 septembre 1996 relatif au financement des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française. »

TITRE II. — *Dispositions transitoires, abrogatoires et entrée en vigueur*

CHAPITRE I^{er}. — *Cycles d'études organisées en deux parties*

Art. 17. A l'article 6, § 1^{er}, du décret du 31 mars 2004 précité sont abrogées les définitions de « 19° Etudes de premier ou de second cycle en dentisterie », de « 20° Etudes de premier ou de second cycle en médecine », de « 21° Etudes de premier cycle structurées en deux parties » et de « 26° Jury d'orientation ».

Art. 18. L'article 16, § 2, alinéa 2, de ce même décret est abrogé.

Art. 19. A l'article 49 de ce même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° Au § 1^{er}, alinéa 1^{er}, les mots « qui ne sont pas structurées en deux parties ou à la première année des études de premier cycle qui sont structurées en deux parties » sont abrogés;

2° Le § 2 est abrogé.

Art. 20. A l'article 50, 1^{er} alinéa, de ce même décret, les mots « qui ne sont pas structurées en deux parties ou à la première année des études de premier cycle » sont abrogés.

Art. 21. A l'article 51, § 1^{er}, 1^{er} alinéa, de ce même décret, les mots « pour lequel les études de premier cycle ne sont pas structurées en deux parties » sont abrogés.

Dans ce même article, les paragraphes § 1^{er}*bis* et § 1^{er}*ter* sont abrogés.

Art. 22. L'article 68, § 6, de ce même décret est abrogé.

Art. 23. A l'article 78 de ce même décret, le dernier alinéa est abrogé.

Art. 24. A l'article 79 de ce même décret, le dernier alinéa est abrogé.

Art. 25. Dans le Titre III, Chapitre IV de ce même décret, la Section *3bis*, comprenant les articles *79bis* à *79octies*, est abrogée.

Art. 26. Dans le Titre VII, Chapitre III de ce même décret, les articles *167bis* à *167quinquies* sont abrogés.

CHAPITRE II. — *Dispositions transitoires et entrées en vigueur*

Art. 27. Les étudiants ayant déjà réussi une année d'études du grade de bachelier en médecine avant l'année académique 2012-2013 et qui, à l'issue de ce cycle, s'inscrivent aux études de master en médecine, suivent ce cycle d'études organisé en 240 crédits qui peuvent être acquis en 4 années d'études au moins.

Les étudiants ayant déjà réussi une année d'études du grade de master en médecine organisé en 240 crédits qui peuvent être acquis en 4 années d'études au moins poursuivent leurs études selon ces dispositions.

Art. 28. Le présent décret entre en vigueur l'année académique 2012-2013, à l'exception de l'article 5 qui entre en vigueur l'année académique 2015-2016, de l'article 9 qui sort ses effets pour l'année budgétaire 2018 et de l'article 14 qui sort ses effets pour l'année budgétaire 2013.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Egalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

—————
Note

(1) *Session 2011-2012.*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 323-1. — Amendements de commission, n° 323-2. — Rapport, n° 323-3.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 21 mars 2012.

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2012 — 1117

[C — 2012/29169]

23 MAART 2012. — Decreet houdende de nieuwe organisatie van de studies in de gezondheidssector (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

TITEL I. — *Dispositief*

HOOFDSTUK I. — *Studies ingericht op de universiteit*

Afdeling 1. — Notie van studiegebied

Artikel 1. In artikel 6, § 1, van het decreet van 31 maart 2004 betreffende de organisatie van het hoger onderwijs ter bevordering van de integratie in de Europese ruimte van het hoger onderwijs en betreffende de herfinanciering van de universiteiten, tussen de definities van « 32° Viermaandelijks tijdvak » en « 33° Type » wordt de volgende definitie ingelast :

« 32°/1 Sector : Geheel van meerdere studiegebieden. »

Art. 2. In het voornoemde decreet van 31 maart 2004 wordt een artikel 31*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 31*bis*. De studiegebieden worden in drie sectoren onderverdeeld, als volgt :

1° Humane en maatschappelijke wetenschappen : de studiegebieden 1° tot 4°, 6° tot 11° en 20°;

2° Gezondheid : de studiegebieden 12° tot 16°;

3° Wetenschappen en technieken : de studiegebieden 5° en 17° tot 19°. ».

Art. 3. In artikel 38, § 2, vierde lid, van het voornoemde decreet van 31 maart 2004 wordt de tabel aangevuld als volgt :

Niet-universitaire academische graden	Universitaire academische graden
Bachelor in de kinesithérapie	Bachelor in de kinesithérapie en revalidatie
Master in de kinesithérapie	Master in de kinesithérapie en revalidatie

Art. 4. Artikel 27, § 7, eerste lid, 1°, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instelling, wordt met de volgende zin aangevuld :

« Voor de toepassing van deze bepaling, worden de studie jaren die tot overeenstemmende academische graden in de zin van artikel 38, § 2, van hetzelfde decreet leiden, als tot dezelfde cursus behorend beschouwd; ».

Afdeling 2. — Inrichting en toegang tot de studies

Art. 5. In artikel 16, § 3, van het voornoemde decreet van 31 maart 2004 wordt het punt 2° vervangen door de volgende bepaling :

« 2° ofwel de academische graad van arts of dierenarts na het behalen van 180 studiepunten, die in minstens drie studie jaren behaald kunnen worden; voor alle andere bepalingen worden deze academische graden gelijkgesteld met de graad van master. ».

Art. 6. In het voornoemde decreet van 31 maart 2004 wordt een artikel *50bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *50bis*. § 1. Vanaf het academiejaar 2013-2014, hebben enkel toegang tot de studies van de eerste cyclus van het studiegebied 12° « Medische wetenschappen », zoals bepaald bij artikel 31, met het oog op het verkrijgen van de bekrachtigingsgraad ervan, de studenten die aan de algemene voorwaarden voldoen voor de toegang tot de studies van de eerste cyclus bedoeld bij artikel 49 en die een attest kunnen voorleggen van effectieve deelname aan een oriënteringstest van de gezondheidssector.

Deze test wordt in de vorm van een schriftelijke proef ingericht. Door « effectieve deelname aan deze test » wordt bedoeld « het geheel van de proef te hebben doorgenomen en een uitslag hoger dan deze overeenstemmend met deze verkrijgbaar in afwezigheid van enig antwoord te hebben behaald.

Deze test, die dezelfde is en simultaan wordt afgenomen voor alle universitaire instellingen, wordt elk jaar collegiaal ingericht, een eerste keer gedurende de eerste helft van juli en een tweede keer gedurende de eerste helft van september, door de universitaire instellingen die ertoe gemachtigd zijn studies van de eerste cyclus te organiseren in de medische wetenschappen en die ze organiseren; ze worden ertoe gehouden deel te nemen aan de inrichting en de evaluatie van de test, met inachtneming van de voorwaarden bepaald door de Regering. Deze proef is voor elke kandidaat toegankelijk die in staat is aan de voorwaarden bedoeld bij artikel 49 volledig te voldoen vóór het begin van het academiejaar.

De test heeft tot doel de evaluatie van de specifieke vaardigheden en de bekwaamheden die vereist worden om hogere studies aan te vatten van de gezondheidssector. Hij heeft betrekking op de volgende vakken :

1° Kennis en verstand van de wetenschappelijke vakken :

- a) Biologie;
- b) Scheikunde;
- c) Natuurkunde;
- d) Wiskunde.

2° Communicatie en kritische analyse van de informatie :

- a) Schriftelijke communicatie;
- b) Analyse, synthese en argumentatie;
- c) Kennis van de Franse en Engelse talen.

Met uitzondering van de evaluatie van de talenkennis, wordt het gebruik van een Franstalig of tweetalig woordenboek toegelaten. De Regering bepaalt het gedetailleerde programma van de test.

Iedere deelnemer krijgt, persoonlijk, de uitslag van zijn test. De resultaten van de test kunnen noch bekendgemaakt worden noch publiek medegedeeld worden als de identiteit of de verdiensten van de kandidaten daardoor bekend zouden worden gemaakt.

§ 2. In afwijking van § 1, hebben ook toegang tot de studies van de eerste cyclus van het studiegebied 12° « medische wetenschappen » de studenten die minstens geslaagd zijn voor één studiejaar van de eerste cyclus van de gezondheidssector in een universiteit van de Franse Gemeenschap opgenomen in artikel 10 of één studiejaar dat overeenstemt in de zin van artikel 38, § 2, of een universiteit van de Vlaamse Gemeenschap in zoverre deze studies tot de uitreiking leiden van gelijkaardige academische graden.

Nochtans worden de studenten bedoeld bij artikel 27, § 7, van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, of die reeds bedoeld waren bij dezelfde bepalingen tijdens het geslaagde studiejaar, niet tot de studies van eerste cyclus in de medische wetenschappen toegelaten.

Art. 7. In artikel 63 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° Bij § 3 wordt het laatste lid opgeheven;

2° Bij § 4 wordt het derde lid door een lid luidend als volgt vervangen :

« In 't bijzonder bedraagt het programma van de studies van de eerste cyclus van de gezondheidssector noodzakelijk cursussen die de studenten opleiden tot de transversale aanpak van de vakken, alsook de aangelegenheden van volksgezondheid en vakoverschrijdende knowhow. ».

Art. 8. In artikel 27, § 7, van de voornoemde wet van 27 juli 1971 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij het eerste lid, 3°, worden de woorden « met uitzondering van het hoger niet-universitair onderwijs » geschrapt;

2° bij het eerste lid, 3^o*ter*, worden de woorden « in de diergeneeskundige wetenschappen » vervangen door de woorden « in elk hoger onderwijs » en de woorden « in dit vak » door de woorden « in een cursus uit dezelfde sector ».

Art. 9. Artikel 28, eerste lid, 3°, van de voornoemde wet van 27 juli 1971 wordt met de volgende woorden aangevuld : « en de studies die tot de graad van bijkomende master leiden van studiegebied 12° van ditzelfde artikel ingericht met toepassing van artikel 18, § 1, 1°, van hetzelfde decreet ».

Afdeling 3. — Heroriëntering

Art. 10. Artikel 84 van het voornoemde decreet van 31 maart 2004 wordt met een lid aangevuld, luidend als volgt :

« Voor de studenten van het eerste jaar van de studies bedoeld bij artikel *50bis*, is de effectieve deelneming, in de zin van datzelfde artikel, aan de eindproeven van de eerste periode van vier maanden een voorwaarde voor de toelating tot de eindejaarsproeven. Ten behoeve van de studenten die zwaar gezakt zijn - d.w.z. waarvan het gemiddelde in de zin van de artikelen 23, derde lid, en 77, tweede lid, lager is dan 10/20 - formuleert de examencommissie aanbevelingen die kunnen zijn :

1° een programma van aanvullende activiteiten van remediatie gedurende de tweede periode van vier maanden, zoals inzonderheid bedoeld bij artikel 83, § 1, tweede lid, 2°, die deel zullen uitmaken van haar eindejaarsbeoordeling;

2° de spreiding van het studiejaar via het remediatieplan bedoeld bij artikel 85, § 3, volgens de voorwaarden daarin bepaald;

3° of de heroriëntering naar andere studiecricula van de gezondheidssector, op de universiteit of in een hogeschool.

Deze aanbevelingen maken het voorwerp uit van een persoonlijk studieprogramma; de examencommissie, of elke andere persoon door ze daartoe gemandateerd, hoort de betrokken student die erom vraagt binnen de tien werkdagen, als hij het voorstel niet wil aanvaarden. Bij gebrek aan akkoord over een onderhandeld studieprogramma dat aangenomen wordt door de student en de examencommissie, en op schriftelijke voorstelling van het verslag van het onderhoud, kan de examencommissie een programma opleggen zoals bedoeld bij het 1° hierboven of, voor de studenten voor wie het gemiddelde in de zin van de artikelen 23, derde lid, en 77, tweede lid, lager is dan 8/20, de spreiding zoals bedoeld bij het 2° hierboven. Te dien einde, stellen de betrokken universiteiten een enig reglement voor de examencommissies vast, dat aan de goedkeuring van de Regering wordt voorgelegd.

Art. 11. Artikel 47, § 1, van het voornoemde decreet van 31 maart 2004 wordt met een lid, luidend als volgt, aangevuld :

De studenten die regelmatig ingeschreven zijn in een eerste studiejaar zoals bedoeld bij artikel 50*bis* en die vóór 1 februari het inschrijvingsgeld integraal betaald hebben, kunnen, na effectieve deelname aan de proeven van het einde van de eerste periode van vier maanden, tot 15 februari hun inschrijving wijzigen, zonder kosten noch bijkomend inschrijvingsgeld, om binnen hun universiteit de studies van dezelfde sector niet bedoeld bij artikel 50*bis* te kunnen voltooien. ».

Afdeling 4. — Steunverlening om te slagen

Art. 12. In Titel III, Hoofdstuk V, van het decreet van 31 maart 2004, wordt een artikel 85*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 85*bis*. Naast de activiteiten bedoeld bij artikel 83, § 1, kunnen de universitaire academiën, onder de coördinatie van hun centra voor hogere didactiek, samen activiteiten organiseren ter voorbereiding van de hogere studies. Ze kunnen daaromtrent samenwerkingsovereenkomsten sluiten met andere inrichtingen voor hoger onderwijs, inrichtingen voor sociale promotie of inrichtingen voor secundair onderwijs ingericht, gesubsidieerd of erkend in de Franse Gemeenschap.

Wanneer de wettelijke voorwaarden voor de toegang tot de studies van de eerste cyclus in een examen voorzien, een proef, een oriënteringstest of een toegangswedstrijd, worden de universitaire academiën ertoe gehouden voorbereidende activiteiten in te richten in de zin van dit artikel. In dat geval, en op basis van een gezamenlijke met redenen omklede aanvraag van de inrichtingen, goedgekeurd en overgezonden door de CIUF, kan de Regering daartoe bijkomende middelen toekennen en, indien nodig, de minimale voorwaarden bepalen waaraan voldaan dient te worden om deze middelen te genieten. »

Art. 13. Artikel 83, § 1, van het voornoemde decreet van 31 maart 2004 wordt met het volgende lid aangevuld :

« Onder de voorwaarden bepaald door de academische overheid, kan de actieve deelname van een student van de eerste generatie aan de activiteiten bedoeld bij 2° in acht genomen worden door de examencommissie tijdens de studiecycclus, indien ze ook het voorwerp uitmaakt van een specifieke beoordeling in de zin van artikel 75; deze inachtneming kan niet meer dan 5 studiepunten bedragen. In afwijking van artikel 76 wordt deze mogelijke proef enkel één keer ingericht gedurende de periode van vier maanden waarin deze activiteiten plaatsvonden. ».

Art. 14. In de voornoemde wet van 27 juli 1971 wordt een artikel 36*quater*/1 ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 36*quater*/1. Er wordt een aanvullende toelage voor een bedrag van 2.537.016 euro verdeeld over de universitaire academiën met als doel de promotie van de activiteiten ter ondersteuning van het slagen voor en voorbereiden van de hogere studies van de gezondheidssector, inzonderheid bedoeld bij de artikelen 83, § 1 en 85*bis* van het voornoemde decreet van 31 maart 2004. Ze kan besteed worden aan elke uitgave inzake personeel, werking of infrastructuur, bestemd voor de onderwijsactiviteiten van deze sector, alsook aan de lasten van leningen aangegaan door de academiën of de universitaire instellingen in verband daarmee.

Deze toelage wordt verdeeld naar rata van het aantal studenten van de eerste generatie, in de zin van artikel 83, § 2, van het voornoemde decreet van 31 maart 2004, van de studies van de gezondheidssector.

Elk jaar, vóór 1 november, zendt de CIUF een verslag aan de Regering over omtrent de aanwending van deze toelage gedurende het vorige academiejaar. Jaarlijks gaat de Regering over tot een evaluatie van deze maatregelen.

Het bedrag bedoeld bij het eerste lid wordt geïndexeerd volgens de formule bepaald bij artikel 29, § 4. ».

HOOFDSTUK II. — Studies ingericht in de hogescholen

Afdeling 1. — Notie van studiesector

Art. 15. In het decreet van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen wordt een artikel 12*bis*, luidend als volgt, ingelast :

« Artikel 12*bis*. Om studies samen met andere instellingen te kunnen organiseren, worden deze categorieën verdeeld over drie sectoren op de volgende wijze :

1° de humane en sociale wetenschappen : de categorieën 2°, 3°, 5°, 6° en 8°;

2° de gezondheid : categorie 4°;

3° de wetenschappen en technieken : de categorieën 1° en 7°. ».

Afdeling 2. — Toegang tot de studies

Art. 16. Artikel 26, § 1, van het voornoemde decreet van 5 augustus 1995 wordt met het volgende lid aangevuld :

« In afwijking van het eerste lid kan elke student van de eerste generatie, in de zin van artikel 83, § 2, van het decreet van 31 maart 2004, ingeschreven voor de studies van het studiegebied van de medische wetenschappen in een universiteit en die al het inschrijvingsrecht heeft betaald overeenkomstig artikel 45, § 1, van datzelfde decreet, zich inschrijven voor het eerste studiejaar van de gezondheidssector tot 1 maart, zonder kosten, noch inschrijvingsgeld, noch aanvullende rechten. Voor de studenten die in acht worden genomen voor de financiering in de zin van artikel 27 van de wet van 27 juli 1971 op de financiering en de controle van de universitaire instellingen, staat de universiteit aan de hogeschool de helft af van het geld dat ze verkregen zou hebben krachtens de artikelen 15 tot 19 van het decreet van 9 september 1996 betreffende de financiering van de door de Franse Gemeenschap ingerichte of gesubsidieerde hogescholen. ».

TITEL II. — *Overgangs-, opheffings- en inwerkingtredingsbepalingen*HOOFDSTUK I. — *Cyclussen van studies ingericht in twee delen*

Art. 17. In artikel 6, § 1, van het voornoemde decreet van 31 maart 2004 worden de definities van de punten 19°, 20°, 21° en 26° opgeheven.

Art. 18. Artikel 16, § 2, tweede lid, van datzelfde decreet, wordt opgeheven.

Art. 19. In artikel 49 van datzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° bij paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « die niet in twee delen gestructureerd zijn of tot het eerste jaar van de studies van de eerste cyclus » opgeheven;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 20. In artikel 50, eerste lid, van datzelfde decreet, worden de woorden « die niet in twee delen gestructureerd zijn of tot het eerste jaar van de studies van de eerste cyclus » opgeheven.

Art. 21. In artikel 51, § 1, eerste lid, van datzelfde decreet, worden de woorden « waarvoor de studies van de eerste cyclus niet in twee delen gestructureerd zijn » worden opgeheven.

In datzelfde artikel worden de paragrafen *1bis* en *1ter* opgeheven.

Art. 22. Artikel 68, § 6, van datzelfde decreet, wordt opgeheven.

Art. 23. In artikel 78 van datzelfde decreet wordt het laatste lid opgeheven.

Art. 24. In artikel 79 van datzelfde decreet wordt het laatste lid opgeheven.

Art. 25. In Titel III, Hoofdstuk IV van datzelfde decreet, wordt Afdeling *3bis*, waarin de artikelen *79bis* tot *79octies* vervat zijn, opgeheven.

Art. 26. In Titel VII, Hoofdstuk III van datzelfde decreet, wordt Afdeling *3bis*, waarin de artikelen *167bis* tot *167quinquies* vervat zijn, opgeheven.

HOOFDSTUK II. — *Overgangs- en inwerkingtredingsbepalingen*

Art. 27. De studenten die al voor één studiejaar van de graad bachelor in de geneeskunde vóór het academiejaar 2012-2013 geslaagd zijn en die zich, op het einde van deze cyclus, inschrijven voor masterstudies in de geneeskunde, volgen deze studiecycclus ingericht in 240 studiepunten die verkregen kunnen worden in vier studiejaar minstens.

De studenten die al voor één studiejaar van de graad master in de geneeskunde geslaagd zijn, ingericht in 240 studiepunten die verkregen kunnen worden in vier studiejaar minstens, voltooien hun studies volgens deze bepalingen.

Art. 28. Dit decreet treedt in werking op het academiejaar 2012-2013, met uitzondering van artikel 5 dat in werking treedt op het academiejaar 2015-2016, van artikel 9 dat uitwerking heeft met ingang van het begrotingsjaar 2018 en artikel 14 dat uitwerking heeft met ingang van het begrotingsjaar 2013.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 23 maart 2012.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

—
Nota

(1) *Zitting 2011-2012.*

Stukken van het Parlement — Ontwerp van decreet, nr. 323-1. — Commissieamendementen, nr. 323-2. — Verslag nr. 323-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 21 maart 2012.